

## **Examen de 2011 concernant les agents de soutien Mandat et demande de proposition**

### **Contexte**

Les partenaires du Conseil régional des organisations du Pacifique (CORP), à savoir :

- l'Agence des pêches du Forum (FFA)
- le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIFS)
- le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS) ; et
- le Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE) ;

ont adopté une approche « harmonisée » pour la définition de leurs principes et pratiques de rémunération. Pour assurer un suivi régulier du régime de rémunération du CORP ainsi que des principes et pratiques y afférents, les organes directeurs des organisations du CORP sont convenus de procéder à un examen triennal de cette rémunération. Le dernier examen triennal remonte à 2009 et le prochain aura lieu en 2012.

Outre cet examen triennal, les directeurs des organisations du CORP ou leur conseil d'administration peuvent, de temps à autre, demander un examen devant étudier des questions précises. C'est dans ce contexte que le besoin d'examiner les conditions d'emploi et les barèmes des traitements des agents de soutien du CORP a été recensé.

Les organisations du CORP sont actuellement dotées d'agents de soutien aux États fédérés de Micronésie, aux Fidji, aux Îles Salomon, en Nouvelle-Calédonie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Samoa et en auront probablement ailleurs dans le Pacifique à moyen terme.

### **Objet de l'examen**

L'examen de 2011 a pour objet d'analyser les politiques et pratiques actuelles de rémunération des postes pourvus localement, y compris les barèmes des traitements, les avantages sociaux et les conditions d'emploi, et de formuler des recommandations en vue de les améliorer.

Le consultant chargé de cet examen devra dûment justifier ses observations, conseils et recommandations.

### **Mandat**

Le mandat de l'examen est le suivant :

- i. Étudier et rendre compte des meilleures pratiques actuelles, y compris des nouvelles tendances, concernant les politiques et pratiques de rémunération des agents de soutien des organisations multinationales, dans les secteurs privé et public, en faisant dûment référence au Pacifique ;
- ii. Examiner le système de rémunération actuellement proposé aux agents de soutien par chacune des organisations partenaires du CORP, décrire les différences relevées et noter les incidences qui pourraient en découler ;

- iii. Examiner la courbe de rémunération harmonisée des agents de soutien en poste à Suva par rapport au marché de référence<sup>1</sup> et déterminer si les marchés et le niveau de référence actuels (10 % de plus que le quartile supérieur) restent appropriés ;
- iv. Pour les agents de soutien en poste hors de Suva, <sup>2</sup>recommander une approche pour déterminer un marché de référence approprié.

Les questions spécifiques devant être couvertes dans le cadre de ce mandat sont les suivantes :

- i. Fournir des conseils spécifiques sur les avantages et inconvénients et un avis sur l'utilisation potentielle d'un barème des traitements commun pour les agents de soutien en utilisant les droits de tirage spéciaux (DTS) comme devise de base.
- ii. Formuler une recommandation spécifique concernant l'utilisation possible d'une indemnité de cherté de vie et proposer une formule de calcul.

### **Méthodologie**

Le consultant réalisera cet examen selon un processus consultatif aussi ouvert que possible et devra rencontrer les cadres supérieurs et les agents en poste à Apia (PROE), Honiara (FFA), Nouméa (CPS) et Suva (PIFS et CPS). Des déplacements d'un à deux jours dans chacune de ces villes seront nécessaires à cette fin.

Le projet sera supervisé par le Groupe de travail du CORP sur l'harmonisation. Le consultant fera rapport au groupe de travail par le biais du Secrétariat général de la communauté du Pacifique qui, d'un point de vue contractuel, agira en tant que client du consultant.

Le consultant s'acquittera de son mandat en adoptant l'approche générale suivante, à savoir en :

- i. Engageant de vastes consultations avec les organisations partenaires du CORP et leurs agents ;
- ii. Étudiant, en outre, les rapports des examens triennaux de 1994, 1999/2000, 2003 et 2006, les examens des données du marché de 2004 à 2008 et les rapports du groupe de travail de 2004 et 2005 ;
- iii. Examinant les meilleures pratiques concernant les structures de rémunération des agents de soutien dans les entreprises privées multinationales et la fonction publique ;
- iv. Préparant un projet de rapport devant être diffusé aux organisations partenaires du CORP ;
- v. Communiquant aux organisations partenaires du CORP ses conclusions et recommandations préliminaires lors d'une réunion à Suva ; et
- vi. Préparant un rapport final en respectant l'échéance prévue.

---

<sup>1</sup> Le marché de référence est l'ensemble des organisations sises aux Fidji.

<sup>2</sup> Les sites hors Suva comprennent : Apia, Honiara, Nouméa, Pohnpei et Port Moresby.

La structure du rapport devra correspondre à celle du mandat et comprendre un résumé et une liste de recommandations.

### **Calendrier**

Le calendrier sera déterminé par le consultant en accord avec le Directeur des Services généraux du Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, pour le compte du groupe de travail du CORP, en tenant compte des échéances ci-dessous :

- i. Le groupe de travail examinera les propositions et contactera le consultant retenu avant le 4 mars 2011 ;
- ii. Le consultant se rendra dans les villes suivantes entre le 21 mars et le 15 avril 2011 pour y rencontrer les cadres supérieurs et les agents en poste à Apia (PROE), Honiara (FFA), Nouméa (CPS) et Suva (PIFS et CPS).
- iii. Les conclusions et recommandations préliminaires seront présentées au groupe de travail lors d'une réunion qui se tiendra à Suva le 6 mai 2011 ;
- iv. Un projet de rapport sera transmis au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique cinq jours ouvrés avant la réunion du groupe de travail ; et
- v. Le rapport final sera transmis (par voie électronique) au Secrétariat général de la Communauté du Pacifique au plus tard le 13 mai 2011.

### **Propositions**

Les propositions devront inclure :

- i. Un résumé des compétences et de l'expérience du consultant ;
- ii. Une présentation de la méthodologie et du calendrier proposés ;
- iii. La confirmation de la faculté de respecter les échéances fixées ;
- iv. Une estimation détaillée des coûts.

Les propositions doivent être envoyées par courrier électronique à Matilda Simmons [matildas@spc.int](mailto:matildas@spc.int) (téléphone +679 3370733) de sorte à lui parvenir au plus tard **le 25 février 2011 à 16 h 00**. Les consultants soumettant une proposition sont responsables de vérifier qu'elle est parvenue à Matilda Simmons à l'heure et à la date susmentionnées.

### **Compléments d'information**

Les demandes de compléments d'information doivent être envoyées par courrier électronique à :

M. Leslie Walker  
Directeur des Services généraux  
Secrétariat général de la Communauté du Pacifique (CPS)  
[LeslieW@spc.int](mailto:LeslieW@spc.int)  
Téléphone : +687 260118